

Colloque international – 14 et 15 janvier 2019

« Dealing with » Poverty

Towards International Convergences in Social Sciences
and Policies ?

Egypt-France

Lieu: IFAO, Cairo, 37 El-Shaikh Ali Youssef (off Qasr al Ayni street)

Organisation : Marie Vannetzel (CURAPP/CEDEJ) et Marine Poirier (CEDEJ)

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires pour leur soutien moral et financier :

CEDEJ (Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales)

CNRS (Centre national de la recherche scientifique)

CURAPP (Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique)

AUF (Agence universitaire de la Francophonie, Direction régionale Moyen-Orient)

IFE (Institut français d'Égypte)

IFAO (Institut français d'archéologie orientale)

Compte-rendu scientifique (par Marie Vannetzel) :

Ce colloque s'est donné trois objectifs qui ont été atteints avec succès :

1. Tout d'abord, il s'agissait de **contribuer au débat autour de la pauvreté qui s'est ravivé et renouvelé en Égypte** dans le contexte post-révolutionnaire. En effet, l'augmentation conjointe des taux de pauvreté et de croissance dans les années 1990 et 2000 avait conduit à une exacerbation dramatique des inégalités, ce qui avait été un facteur important du soulèvement de 2011. Pour le gouvernement et les organisations internationales, cette double augmentation, ainsi que la révolte politique qu'elle avait favorisé, ont posé avec acuité la question d'une croissance inclusive, obligeant ces institutions à reformuler leurs politiques et à mettre à l'agenda l'idée d'une « refonte du contrat social ». Mais dans quelle mesure ces intentions proclamées ont-elles été concrétisées ? En 2015, l'enquête du CAPMAS « HIECS – Household Income, Expenditure and Consumption Survey » a montré que le taux de pauvreté continuait d'augmenter, passant de 25,2% en 2010 à 27,8% en 2015. Tout récemment, dans le contexte des mesures d'austérité prises à partir de 2016 dans le cadre de la signature du prêt de 12 milliards de dollars avec le FMI, ce taux serait passé, d'après les études menées en particulier par Heba El Laithy

(intervenante du panel 1), à 30,5% minimum. Ce chiffre se fonde sur les premiers résultats partiels de l'enquête HIECS 2017. L'économiste estime que ce taux pourrait même atteindre 33%, voire 35%, une fois les derniers résultats de l'enquête obtenus. Dans le scénario le plus pessimiste, **on assisterait donc à un bond de 7,2% en 3 ans** (contre une augmentation de 8,5% en 11 ans entre 1999 et 2010). Cette estimation se fonde en outre sur un seuil de pauvreté national fixé à 482 LE par personne et par mois, soit 1995 LE mensuels pour un foyer de 4 personnes. **Un débat important s'est engagé au cours du panel 1 sur la définition de ce seuil** (intervention de Karima Korayem), en particulier autour : des approches concurrentes de la pauvreté (monétaire, multidimensionnelle, en capacité, subjective, relative); de la non-prise en compte de la ligne dite « haute » de pauvreté (les « near poor » ou « vulnérable » ne sont pas inclus dans ledit seuil); de la méthode de sélection du panier de biens de consommation utilisé pour calculer le seuil (basé sur les habitudes alimentaires du 2^e décile); de la part de subjectivité du chercheur et/ou des enjeux politiques dans l'ensemble de ces choix. La perspective historique (intervention de Malak Labib) et la perspective comparative (intervention de Blandine Destremau) ont mis en évidence la dimension socialement construite de ces choix (ex : qu'est-ce qu'un « standard de vie » acceptable?), en soulignant notamment la dépendance du développement de l'appareil statistique égyptien à la relation coloniale, puis l'hégémonie mondiale de la science économique orthodoxe en ce domaine. **L'identification des biais induits dans les analyses** a été une question débattue tout au long du colloque, notamment lors des panels 2 (intervention de Khalid Abu-Ismaïl), 3 (intervention de Dina Armanious) et 4 (interventions de Racha Ramadan et d'Ana Perrin-Heredia). **Le contenu des politiques budgétaires mises en œuvre depuis 2014, et leurs effets économiques et sociaux**, ont aussi été en filigrane de nombreuses discussions, et ont fait l'objet de présentations détaillées dans le panel 3 (interventions de Salma Hussein et de Mohamed Gad). L'idée même de (refonte du) « contrat social » a été remise en question, en ce que la métaphore ne résiste ni à la dégradation de l'équilibre des termes du contrat, ni à la réalité des échanges politiques entre gouvernés et gouvernants. La métaphore occulte en effet que l'allégeance est un processus beaucoup complexe que la délégation automatique d'un soutien politique en contrepartie d'une redistribution financière, et qu'elle est la plupart du temps enchevêtrée à des résistances. Le panel 5 a à ce titre exploré les formes plus ou moins invisibilisées de résistances sociales.

2. Le deuxième objectif a été de **questionner les convergences et les divergences dans les concepts théoriques et les méthodes empiriques** que nous utilisons pour étudier la pauvreté et les politiques sociales **en Egypte et en France** et plus largement, au Sud et au Nord, dont l'Egypte et la France sont des études de cas.
 - a. **Quelles sont les difficultés auxquelles les scientifiques sont confrontés pour faire évoluer ces concepts et outils dans l'un ou l'autre sens entre ces contextes ?** Dans quelle mesure ces catégories et méthodes d'analyse sont-elles données par les contextes eux-mêmes, et plus spécifiquement par les catégories officielles utilisées et diffusées par l'Etat, les organisations internationales et les politiques publiques ? A première vue, il semble évident que nous ne pouvons pas parler de pauvreté et l'étudier de la

même manière en Egypte et en France, car les deux contextes sont historiquement, économiquement et socialement très différents. Mais cela signifie-t-il que nous ne pouvons pas, et ne devons pas, l'aborder scientifiquement de la même manière ? Les traitements scientifiques de la pauvreté devraient-ils rester liés aux différences contextuelles dans les traitements sociaux et politiques de ce phénomène ?

- b. **Le colloque a visé à explorer ces questions sans a priori, en tirant parti des avantages de cette comparaison audacieuse.** D'abord, sur un plan théorique, on peut concevoir la comparaison non pas comme un processus dont le but est d'énumérer les différences et les points communs, mais comme un processus qui consiste à dénaturiser des notions et méthodes devenues routinières. Ensuite, d'un point de vue empirique, des mécanismes de politique publique similaires sont mis en œuvre dans les deux sociétés : à titre d'exemple, le RSA en France, et le nouveau programme Takaful, ont une origine commune dans les programmes conditionnels brésiliens et mexicains, Bolsa familia et Oportunidades. La circulation mondiale des politiques publiques et des mécanismes sur lesquels elles reposent (conditionnalité, nudge...) interroge les sciences sociales sur la permanence du cloisonnement des littératures sur les sociétés du Sud et du Nord. Une autre convergence concerne la circulation, elle aussi globalisée, des répertoires d'action collective. Si le mouvement actuel des Gilets jaunes ne saurait être assimilé à celui des printemps arabes, un répertoire analogue est repérable : celui d'un mouvement articulé à l'accroissement des inégalités, à la pression devenue insupportable pour certains groupes sociaux des contraintes budgétaires, et par lequel de nouveaux acteurs dits « politiquement profanes » se rassemblent dans des protestations de « places » (ronds-points) sans leadership pré-établi.
- c. **Les différents panels, constitués chacun par 3 chercheur-e-s intervenant sur l'Egypte et un-e chercheur-e travaillant sur la France** (mais aussi d'autres contextes), ont travaillé ces questionnements. Par exemple, le panel 2 a discuté de la notion de **classes sociales**, des enjeux théoriques attachés à son utilisation, et des méthodes disponibles pour construire sociologiquement des catégories quantifiables représentant les classes sociales (objectivation par le niveau de revenu vs objectivation par la position sociale et professionnelle) (intervention de Cédric Hugrée). Le débat s'est aussi articulé, lors de ce panel ainsi que des panels 4 et 5, autour des **bénéfices de la méthode ethnographique pour compléter les analyses statistiques** (interventions de Dina Armanious et Racha Ramadan), mais aussi pour déconstruire les effets d'optique que ces dernières induisent, en masquant notamment les définitions locales et territorialisées de la pauvreté (intervention de Saker El Nour); les conditions de production du revenu et les relations conflictuelles qu'elles induisent (intervention de Dina Makram-Ebeid); les dynamiques qui induisent le non-accès aux droits de nombreuses personnes pourtant éligibles à ces droits (intervention de Clara Deville) ou encore le caractère exponentiel de la contrainte budgétaire qui s'exerce sur les personnes les

plus pauvres mais qu'une échelle linéaire des revenus ne permet pas de montrer (intervention d'Ana Perrin-Heredia). L'anthropologue Hania Sholkamy, inspiratrice des programmes Takaful et Karama, a à cette occasion discuté du **dilemme inhérent à la recherche appliquée**, à savoir le fait que la déconstruction théorique des catégories d'analyse se heurte à la nécessité de construire des catégories d'intervention pour agir. Elle a ainsi proposé des manières de tenir ensemble ces impératifs contradictoires. Enfin, poursuivant une piste élaborée dès le premier panel par Blandine Destremau, sur l'utilité de « sortir des verrous » de la notion de pauvreté en lui préférant une analyse en termes de droits sociaux, le panel 5 a exploré **les capacités d'action et de revendication de groupes populaires** divers et les obstacles auxquelles elles sont confrontées. En France, ont été expliqués le cas des personnes handicapées qui, bien qu'elles soient pour la plupart objectivement en situation de pauvreté relative, ne construisent pas leurs mobilisations dans l'optique de faire reconnaître et prendre en charge cette situation (intervention de Pierre-Yves Baudot); ainsi que le cas des (non)-bénéficiaires du RSA confrontés à l'omniprésence de la contrainte administrative dans leurs vies quotidiennes (intervention de Clara Deville). En Egypte, la discussion s'est concentrée sur les dynamiques de politisation des petits paysans, qui perdurent malgré les deux phénomènes puissants de désamorçage que sont l'invisibilité médiatique (intervention de Malak Rouchdy) et l'ONGéisation qui tend à déplacer les luttes sociales vers une problématique lénifiante de développement mais qui, ce faisant, engendre des attitudes cyniques à même de re-politiser les expressions citoyennes (intervention de Yasmine Moataz).

3. Le troisième objectif est de nature institutionnelle. Il s'est agi de **consolider l'insertion du CEDEJ dans les réseaux de la recherche académique égyptienne**. L'événement a en effet réussi une synthèse assez rare, en réunissant dans un même dialogue des chercheur-e-s de différentes disciplines (économie, sociologie, anthropologie, histoire, science politique), de différentes institutions (Université du Caire, American University of Cairo, Egyptian Initiative for Personal Rights, ONG et OIG, universités et centres de recherche en France), de différents statuts (professeur-e-s seniors, jeunes chercheur-e-s, journalistes, chercheur-e-s free lance, professionnels du développement...), et de différentes orientations épistémologiques. Le cadre offert par les locaux de l'IFAO a été extrêmement propice aux échanges formels (discussions à bâtons rompus lors des panels) et informels (conversations et sociabilités lors des déjeuners et pauses). Nous avons d'ores et déjà mis en place des projets pour donner une suite à cette synthèse, notamment en **institutionnalisant un réseau de recherche** sur les objets « pauvreté/politiques sociales » en Egypte matérialisé par la création d'une mailing-list. Le second projet en préparation est **la publication des actes du colloque**, sous des formats retravaillés et pluriels (articles, symposium, entretiens), dans une livraison de la revue du CEDEJ *Egypte Monde arabe* prévue pour 2020.